

NOTICE

TAXE SUR LES VÉHICULES DE SOCIÉTÉS

■ CHAMP D'APPLICATION DE LA TAXE

Sont assujetties à la taxe toutes les voitures particulières, possédées ou utilisées par les sociétés, quel que soit le type de leur carrosserie et l'usage qui en est fait.

Sont passibles de la taxe :

- les sociétés de toute nature, quel qu'en soit la forme ou l'objet ;
- les établissements publics à caractère industriel ou commercial ;
- les organismes de l'État et des collectivités locales à caractère industriel ou commercial et bénéficiant de l'autonomie financière.

La taxe sur les véhicules de sociétés est due à raison des véhicules qu'elles utilisent, qu'elles possèdent ou qu'elles louent quel que soit l'État dans lequel ils sont immatriculés qui répondent à la définition de véhicules de tourisme au sens de l'article 1010 du code général des impôts (CGI), à savoir :

- les voitures particulières au sens du 1 du C de l'annexe II à la directive 2007/46/CE du Parlement européen et du Conseil, du 5 septembre 2007,
- et les véhicules à usages multiples classés en catégorie "N1" au sens de cette même annexe et destinés au transport de voyageurs et de leurs bagages ou de leurs biens.

L'exigibilité n'est pas liée à la situation juridique résultant de la pleine propriété du véhicule et de son immatriculation au nom de l'entreprise ou de son utilisation en vertu d'un contrat de location. Seule la situation de fait est à prendre en considération. Dès lors qu'une société utilise en fait une voiture particulière, celle-ci est soumise à la taxe. Sont ainsi soumises à la taxe, par exemple, les voitures immatriculées au nom des personnes physiques associées ou membres du personnel, ou louées, dès lors que la société a supporté la charge de l'acquisition ou de la location ou pourvoit régulièrement à l'entretien.

L'exigibilité de la taxe ne concerne pas uniquement les véhicules immatriculés en France, mais également ceux immatriculés dans un autre Etat, dès lors qu'ils sont utilisés par une société ayant son siège social ou un établissement en France.

Par ailleurs, l'article 1010-0 A du CGI assimile à des véhicules utilisés par les sociétés les véhicules possédés ou pris en location par les salariés d'une société ou ses dirigeants et utilisés pour effectuer des déplacements professionnels, moyennant un remboursement des frais kilométriques, lorsque ces frais remboursés représentent plus de 15 000 kilomètres.

En ce qui concerne les voitures louées, la taxe n'est due que si la durée de la location excède, à l'intérieur d'une même période annuelle d'imposition, un mois civil ou trente jours consécutifs.

■ TARIF ET LIQUIDATION DE LA TAXE

En vertu des articles 1010 et 1010-0 A du CGI, trois barèmes, un coefficient pondérateur et un abattement sont applicables pour le calcul de la taxe, en fonction de la nature des véhicules possédés ou utilisés.

I - Tarif de la taxe sur les véhicules des sociétés

La taxe sur les véhicules des sociétés est liquidée par trimestre en appliquant :

- d'une part un tarif qui est fonction soit du taux d'émission de dioxyde de carbone, soit de la puissance fiscale,
- d'autre part un tarif qui est fonction des émissions de polluants atmosphériques,

aux véhicules possédés ou utilisés par la société ainsi qu'aux véhicules appartenant ou loués par un salarié ou un dirigeant et pour lesquels la société procède au remboursement des frais kilométriques.

A – La première composante du tarif est fonction des émissions de CO2 ou de la puissance fiscale

1 « Les véhicules taxés selon les émissions de CO2 »

Il s'agit des véhicules ayant fait l'objet d'une réception communautaire, dont la première mise en circulation intervient à compter du 1er juin 2004 et qui n'étaient pas possédés ou utilisés par la société avant le 1er janvier 2006.

Pour ces véhicules, il convient d'appliquer le barème qui est fonction du taux d'émission de dioxyde de carbone (en grammes par kilomètre). Ce barème figure page 2 de l'imprimé n° 2855-SD (Cf. *barème déterminé en fonction des émissions de CO2*).

2 « Les véhicules taxés selon la puissance fiscale »

Il s'agit des véhicules qui font l'objet d'une procédure de réception nationale et non d'une réception communautaire, ou font l'objet d'une réception communautaire mais ont été commercialisés avant le 1er juin 2004, ou qui, ayant fait l'objet d'une réception communautaire, ont été commercialisés après le 1er juin 2004 mais faisant partie du parc automobile de l'entreprise avant le 1er juin 2006.

Pour ces véhicules, il convient d'appliquer le barème qui est fonction de la puissance fiscale (en chevaux vapeur). Ce barème figure sur l'imprimé n° 2855-SD.

B – La seconde composante du tarif est fonction des émissions de polluants atmosphériques

Cette seconde composante du tarif de la taxe sur les véhicules de sociétés s'applique pour la période s'ouvrant à compter du 1^{er} octobre 2013. Elle est fonction des émissions de polluants atmosphériques. Ce barème figure sur l'imprimé n°2855-SD.

Cas particulier des véhicules hybrides

Afin de prendre en compte l'exonération temporaire relative aux entreprises hybrides, les entreprises peuvent déclarer un même véhicule sur deux lignes spécifiques :

- la première ligne concerne le calcul de la première composante uniquement (la colonne relative au nombre de trimestre retenus pour le calcul est alors portée à 0) ;
- la seconde ligne concerne le calcul de la seconde composante.

II « Coefficient pondérateur et abattement »

Lorsque les véhicules sont possédés ou pris en location par les salariés ou ses dirigeants bénéficiant du remboursement des frais kilométriques, **ces barèmes sont modulés en fonction du nombre de kilomètres remboursés par la société**. Le barème de modulation figure en page 3 de l'imprimé n° 2855-SD (Cf. coefficient pondérateur). Après application de ce coefficient pondérateur, le montant total dû au titre de tous ces véhicules possédés ou loués par les salariés ou les dirigeants fait l'objet d'un abattement de 15 000 euros.

III « Exonération liée à la source d'énergie utilisée par les véhicules

● **Exonération temporaire de la première composante du tarif pour les véhicules hybrides**

En application des dispositions du dernier alinéa du b du I de l'article 1010 du code général des impôts, à compter de la période d'imposition s'ouvrant le 1er octobre 2011 les voitures particulières possédées ou utilisées par les sociétés ou possédées ou louées par les salariés ou les dirigeants, qui combinent l'énergie électrique et une motorisation à l'essence ou au gazole et émettant au plus 110 grammes de CO₂ par kilomètre parcouru sont exonérées de la première composante du tarif de la taxe sur les véhicules de société prévue au a et b de l'article 1010 du CGI déterminée en fonction du taux d'émission de CO₂ ou de la puissance fiscale du véhicule. Cette exonération est limitée dans le temps pour une période de huit trimestres décomptée à partir du 1er trimestre en cours à la date de première mise en circulation du véhicule.

● **Exonération de la seconde composante du tarif pour les véhicules exclusivement électriques**

Les véhicules fonctionnant exclusivement au moyen de l'énergie électrique sont exonérés de la seconde composante du tarif de la taxe sur les véhicules des sociétés prévue au c du I de l'article 1010 du CGI et relatifs aux émissions de polluants atmosphériques.

Par ailleurs, sans être expressément exonérés de la première composante de la taxe, les véhicules électriques peuvent ne pas être y être soumis s'ils émettent moins de 50 grammes de CO₂.

■ MODALITES DE PAIEMENT

Outre les modes traditionnels de paiement (chèque, virement, espèces) la taxe sur les véhicules des sociétés peut être acquittée par :

- **télépaiement** : ce service est destiné uniquement **aux entreprises relevant de la direction des grandes entreprises (DGE)**. Ce service est accessible à partir du site « www.impots.gouv.fr » dans leur espace Abonné (ou jusqu'au 28 octobre via la rubrique « Accès spécialisés/Grandes Entreprises »).

- **par imputation** : si la société dispose d'une créance sur le Trésor (crédit de TVA, excédent d'impôt sur les sociétés, de taxe sur les salaires ...) elle peut utiliser tout ou partie de cette créance pour payer un impôt professionnel encaissé par le réseau comptable de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP). Pour cela la société doit souscrire le formulaire n° 3516. Les informations sur ce service et le formulaire n° 3516 sont disponibles sur le site « www.impots.gouv.fr » ou auprès de votre service des impôts (SIE) ou de la DGE.

Quel que soit le mode de paiement choisi :

- le formulaire n° 2855-SD est déposé sous forme papier auprès du service des impôts des entreprises (SIE) du lieu de dépôt de la déclaration de résultats, ou à la DGE si l'entreprise relève de ce service,

- N'oubliez pas de cocher en page 1 de l'imprimé n° 2855-SD, la case correspondante.